



LIMINAIRE INTERSYNDICALE CHS-CT DU 10/10/2019

Madame la Présidente,

Nous sommes présents ce jour, car nous respectons les agents qui nous ont élus pour les représenter et que nous veillons à la défense de leurs droits et conditions de travail, particulièrement malmenés dans le cadre du « Nouveau Réseau de proximité ».

Encore une fois, les représentants Solidaires, CGT et FO des agents des Alpes de Haute Provence vous disent leur profond désaccord avec ce projet que vous portez puisque le but, à peine dissimulé sous des voiles de fumées, est simplement la fermeture des sites existants et une réduction du nombre des agents !

Encore une fois, nous vous disons que nous ne sommes pas opposés par principe à l'évolution des Services au Public, mais nous ne pouvons pas accepter sans mot-dire leur « Casse » !

Encore une fois, nous restons atterrés devant vos messages, semaine après semaine, disant que « tout va bien » qui démontrent le déni que vous portez aux réactions tant des agents que des élus !

Devons-nous vous rappeler le taux de grévistes du 16/09, le nombre de manifestants ce même jour, devant la DDFIP, celui des manifestants du 24/09 devant la déléguée régionale et le nombre de motions votées par les élus ?

Encore une fois, nous remarquons que vous reprenez à votre compte l'attitude contradictoire du Directeur général :

- le 3 octobre, Jérôme FOURNEL tient un discours devant les sénateurs disant « qu'il entend de nombreux élus, de grandes et petites collectivités, qui se plaignent de ne pas recevoir de « conseils » de leurs trésoriers »,
- le 4 octobre, il signe une lettre aux Comptables Publics qui stipule : « le faible écho rencontré par le dispositif de délégation des compétences comptables aux ordonnateurs par la création d'agences comptables est une illustration du fait que le service que nous rendons les satisfait ... ».

Votre message aux agents le même 4 octobre sur le site dédié à la NRP, qui a le mérite d'exister, a laissé ceux-ci dans la même perplexité qu'ils résumèrent sous cette question : « Bon ! Si on peut rester sur place pour travailler, pourquoi tout ce grand chambardement ??? »

Nous avons bien compris que vous dépendez des décisions de Bercy.

Nous avons bien compris que même la probabilité d'agents fixes dans les « MFS » est à l'étude puisque M. FOURNEL dit lui-même devant les sénateurs qu'il « travaille à la faisabilité de mettre des agents des Finances publiques dans les MFS ».

Alors, Madame la Présidente, forts de ces données, nous n'attendons pas de vous des réponses à cette liminaire car nous savons que vous n'avez pas encore toutes les « volontés de Bercy ».

Mais nous demandons pour cette séance que les sujets des restructurations soient traités en priorité, avant tout autre.